

## Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées

Référence : 20180403-RAP-UDA-S3-058-JMT

Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société CALARD-FRÈRES Chemin Gillard 01120 DAGNEUX	S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO	101.237 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/> A <input checked="" type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS

Activité principale : Stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage

Date du contrôle : 3 avril 2018

Inspecteur(s) : Jean Michel TEPPE

### Type de contrôle

<input type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

### Circonstances du contrôle

<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL	<input type="checkbox"/> Plainte
<input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....	<input type="checkbox"/> Autre :

Thème(s) du contrôle : Prévention des accidents et des pollutions

Principale(s) installation(s) contrôlée(s)

Centre de dépollution de Dagneux

Référentiel(s) du contrôle

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 2 mars 1983 modifié

Arrêté ministériel du 26 novembre 2012

### Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)

Nom	Société	Qualité
Mme CALARD Nadine	CALARD-FRÈRES	gérante de la société
M. CALARD Jean-François	CALARD-FRÈRES	responsable du site de Dagneux
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule <input type="checkbox"/> Autre : UD-A	

## Constats de l'inspection

### I. Description du contexte et de l'actualité de l'entreprise :

La société CALARD-FRÈRES exploite sur la commune de DAGNEUX des installations d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules automobiles hors d'usage. Cette activité bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 2 mars 1983 modifié par arrêtés complémentaires les 26 juillet 2006 et 17 octobre 2012.

Ce dernier arrêté complémentaire délivre l'agrément n° PR 01 003 D pour une durée de six années conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage des véhicules hors d'usage.

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au regard de la rubrique n° 2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules réceptionnés sur le site de DAGNEUX font l'objet d'une dépollution par l'enlèvement des fluides susceptibles de présenter une pollution des sols : carburant, liquide de refroidissement, liquide de frein, huiles, batterie. Ces véhicules dépollués sont ensuite acheminés sur le site de BALAN appartenant à la société CALARD-FRÈRES pour être stockés avant démontage.

Le site de DAGNEUX constitue en fait le centre de dépollution de l'établissement principal de BALAN où les pièces détachées automobiles sont récupérées et les véhicules hors d'usage démantelés en vue d'une élimination finale. Le site de DAGNEUX emploie six salariés, et 1597 véhicules hors d'usage ont été dépollués sur le site en 2017.

Une visite d'inspection diligentée le 21 octobre 2008 n'avait pas fait apparaître de non-conformité notable, deux observations avaient été portées concernant l'absence d'une voie de circulation jusqu'aux aires de stockage et l'affichage de la validité de l'agrément à l'entrée du site.

Le but de la visite d'inspection du 3 avril 2018 était de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1, en particulier en ce qui concerne la prévention des accidents et des pollutions.

### II. Constatations lors de la visite d'inspection :

#### Arrêté ministériel du 26 novembre 2012

##### Article 8 : localisation des risques

L'exploitant a désigné l'ensemble du site comme zone à risque incendie, l'interdiction de fumer est affichée sur le portail d'entrée. Des liquides inflammables ou dangereux pour l'environnement sont stockés en cuves ou en fûts sous l'auvent contigu à l'atelier. Le risque particulier de cette zone n'est pas signalé et l'exploitant n'a pas établi le plan des zones à risques.

##### **Constat n° 1 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 1	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 8 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</i> <i>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</i> <i>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques..</i>	3 mois

**L'exploitant devra sous un délai de trois mois établir le plan des zones à risques et mettre en place les signalisations adaptées.**

#### Article 9 : état des stocks, étiquetage

L'état des stocks des produits dangereux n'est pas formellement établi. Ces produits dangereux sont présents en faible quantité, leur volume est limité à celui des contenants :

- huile de vidange : 3 cuves de 500 litres
- liquide de refroidissement et lave-glace : 1 cuve de 260 litres
- liquide de frein : 1 cuve de 260 litres
- carburants : 5 fûts de 220 litres contenant gazole, GNR et essences sans plomb.

L'exploitant ne dispose pas des fiches de données sécurité des produits dangereux. Ces mélanges de produits de provenances diverses sont considérés comme des déchets pour lesquels les fiches de données sécurité ne sont pas disponibles.

Les différents récipients ne portent pas en caractères lisibles le nom des produits, ni les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances dangereuses. Une étiquette est cependant présente sur les deux cuves de liquide de frein et de liquide de refroidissement, indiquant la nature du produit en langue italienne. La nature des différents carburants est indiquée à la main sur les fûts afin d'éviter le mélange de ceux-ci lors des remplissages.

#### **Constat n° 2 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 2	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non-conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</i>	3 mois

L'exploitant devra sous un délai de trois mois établir un registre comprenant le plan des zones à risques et indiquant la quantité des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

#### **Constat n° 3 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 3	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</i>	1 mois

L'exploitant devra sous un délai d'un mois mettre en place les signalisations adaptées sur les récipients de matières dangereuses.

#### Article 10 : Caractéristique des sols

Le sol de l'atelier est constitué d'une dalle béton étanche. Le parking de stockage des véhicules en attente de dépollution est revêtu d'un enrobé étanche et en bon état. Un séparateur hydrocarbures permet de traiter les eaux de ruissellement en provenance des aires de stockage des véhicules.

L'examen de cette prescription n'appelle pas d'observation.

#### Article 15 : clôture de l'installation

L'établissement est clôturé sur toute la périphérie, une haie de thuyas double cette clôture côtés Sud, Est et Nord. Le site dispose d'un portail d'entrée unique permettant l'accès à l'ensemble des installations. Ce portail reste fermé en dehors des heures d'ouverture, un chien assure le gardiennage de l'établissement.

L'examen de cette prescription n'appelle pas d'observation.

#### Article 16 : ventilation des locaux

Les locaux sont convenablement ventilés par deux portails en façades laissés ouverts pendant les heures d'ouverture de l'établissement. L'atelier n'est pas utilisé pour des travaux susceptibles d'émettre des rejets de gaz ou d'odeurs, la plus grande partie de sa surface est occupée par des racks destinés au stockage temporaire de pièces détachées. Le site est implanté en zone artisanale et aucun immeuble d'habitation n'est présent à proximité.



**L'examen de cette prescription n'appelle pas d'observation.**

**Article 17 : matériel ATEX**

La dépollution des véhicules usagés ne nécessite pas la mise en œuvre de procédés ou de substances susceptibles d'être à l'origine d'une explosion. Le chariot élévateur utilisé sur le site fonctionne au GNR et aucun local de charge n'est présent dans l'établissement.

**L'examen de cette prescription n'appelle pas d'observation.**

**Article 18 : installations électriques**

L'exploitant indique que les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme extérieur. L'exploitant n'a pas été en mesure le jour de la visite de justifier de ce contrôle annuel. Les rapports de contrôle sont conservés sur le site de Balan, et il n'a pas été possible de connaître la nature des éventuelles anomalies constatées ni les suites qui ont été données à ces contrôles.

**Constat n° 4 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 4	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</i>	3 mois

**L'exploitant devra sous un délai de trois mois justifier de la conformité et de l'entretien des installations électriques.**

**Article 19 : détection et extinction automatique**

Aucun local technique (chaufferie, local TGBT, atelier de charge d'accumulateurs) n'est présent sur le site. L'atelier est utilisé pour le stockage temporaire des pièces détachées automobiles et ne présente pas de risque particulier.

**Article 20 : moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie**

En cas d'incendie, l'alerte est transmise aux services de secours par téléphone.

Un poteau incendie est présent sur la voie publique à proximité immédiate de l'entrée du site. L'exploitant n'a pas été en mesure le jour de la visite de justifier de la disponibilité de son débit.

Des extincteurs sont présents dans l'établissement, adaptés aux risques à couvrir. Le dernier contrôle annuel a été effectué le 15 décembre 2017 par l'organisme SICLI de Limonest.

Aucun bac à sable n'est présent sur le site, mais les opérations de dépollution ne nécessitent pas l'emploi d'un chalumeau.

**Constat n° 5 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 5	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</i></li><li><i>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;</i></li><li><i>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.</i></li></ul>	3 mois

**L'exploitant devra sous un délai de trois mois justifier de la disponibilité effective des débits d'eau.**

#### Article 21 : plan des locaux et schémas des réseaux

Le plan des locaux indiquant l'emplacement des zones à risques, la localisation des dispositifs de mise en sécurité des installations et des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie, n'a pas été établi.

##### Constat n° 6 :

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 6	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</i>	3 mois

L'exploitant devra sous un délai de trois mois établir le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours et l'afficher visiblement à l'entrée du bâtiment.

#### Article 22 : consignes d'exploitation

L'exploitant n'a établi pour l'établissement aucune consigne d'exploitation. Un registre de sécurité a été présenté en séance, celui-ci est vierge de toute annotation.

##### Constat n° 7 :

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 7	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non-conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 <i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li><li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>• les modes opératoires ;</li><li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li><li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> <i>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</i>	3 mois

L'exploitant devra sous un délai de trois mois établir les consignes de sécurité et procédures d'urgence, et les afficher dans les lieux fréquentés par le personnel.

#### Article 23 : travaux

L'exploitant n'a pas mis en place de disposition particulière relative aux travaux d'aménagement ou de réparation des installations. L'exploitant effectue lui-même les travaux nécessaires sur les équipements et aucune entreprise extérieure n'est pour l'instant intervenue sur le site.

**Constat n° 8 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 8	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<p>Article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012</p> <p><i>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 8, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</i></p> <p><i>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</i></p> <p><i>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</i></p>	3 mois

Faute de mise en place d'une procédure de délivrance de permis de feu ou d'intervention, l'exploitant devra indiquer au sein des consignes de sécurité prévues à l'article 22 l'interdiction d'intervenir sur les équipements pour des travaux de réparation ou d'aménagement.

**Article 24 : vérification périodique et maintenance des équipements**

Comme indiqué précédemment au sein des constats n° 2, 4 et 8, l'exploitant n'a pas établi de registre comprenant les consignes de sécurité, procédures d'intervention, maintenance des équipements, dates et résultats des différents contrôles périodiques.

**Constat n° 9 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 9	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<p>Article 24 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012</p> <p><i>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</i></p> <p><i>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</i></p> <p><i>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</i></p>	3 mois

L'exploitant devra établir un registre de sécurité en tenant compte de l'ensemble des observations relevées lors de la visite.

**Article 25 : rétentions****Stockage des liquides :**

Un bac de rétention maçonné est présent sous l'auvent abritant les trois cuves d'huiles de récupération de 500 litres, et les deux cuves de 260 litres de liquide de refroidissement et de liquide de frein. Ce bac étanche n'est pas susceptible de recevoir des eaux de pluie compte tenu de son emplacement. Il a été constaté lors de la visite que le bac était propre, dépourvu de tout liquide.

**L'examen de ce bac de rétention n'appelle pas d'observation.**

Les carburants récupérés lors de l'opération de dépollution des véhicules usagés sont stockés avant enlèvement ou utilisation dans cinq fûts métalliques d'une capacité unitaire de 220 litres. Ces fûts sont également stockés sous l'auvent, à même le sol. En cas de renversement d'un fût, il est fort probable que le liquide inflammable contenu se dirigera vers le point bas qui est l'aire de stockage des véhicules, créant ainsi un risque d'incendie sur l'ensemble du parc.

Compte tenu du volume et du nombre de fûts, la capacité de rétention doit être de 800 litres minimum et d'au moins 50 % de la capacité totale des fûts.



**Constat n° 10 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 10	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<p>Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012</p> <p><i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p><i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>	1 mois

L'exploitant devra sous un délai d'un mois mettre en place les rétentions nécessaires au stockage des liquides inflammables.

Eaux d'incendie :

Malgré des recherches dans les regards d'égout présents sur le site, l'exploitant n'a pas été en mesure le jour de la visite de démontrer la présence d'un dispositif de rétention des éventuelles eaux d'incendie.

**Constat n° 11 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 11	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<p>Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012</p> <p><i>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</i></p>	1 an

L'exploitant devra sous un délai d'un an mettre en place le ou les dispositifs nécessaires à la rétention des eaux d'incendie.

L'exploitant n'a pas calculé le volume des éventuelles eaux d'incendie, le volume des produits liquides stockés et le volume d'eau lié aux intempéries.

**Constat n° 12 :**

Référence	Conclusion	Référence réglementaire	Délai
Constat n° 12	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non-conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<p>Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012</p> <p><i>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;</li> <li>• du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul>	3 mois

L'exploitant devra sous un délai de trois mois calculer le volume nécessaire au confinement des eaux d'incendie.

**Observations émises lors de la visite du 21 octobre 2008****Accès aux aires de stockage**

Il avait été demandé à l'exploitant de rétablir la voie de circulation permettant l'accès au dépôt de véhicules depuis l'entrée du site.

Il a été constaté lors de la visite que l'accès aux aires de dépôt était parfaitement dégagé, depuis l'entrée du chemin Gillard jusqu'à l'extrémité du parc de stockage.

**Affichage de l'agrément**

Il avait été demandé à l'exploitant de compléter de façon lisible sur le portail d'entrée l'affichage de son agrément par la date de validité de celui-ci.

Il a été constaté lors de la visite que la date de fin d'agrément du 17 octobre 2018 est bien affichée sur le portail d'entrée de l'établissement.

### **Arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2012**

#### **Article 14 : attestation de capacité exploitant**

L'exploitant n'a pas été en mesure le jour de la visite de présenter l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement. Selon l'exploitant, cette attestation de capacité est certainement archivée sur le site de Balan.

#### **Article 15 : attestation de conformité annuelle VHU**

L'exploitant fait procéder annuellement à une vérification par un organisme tiers de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément délivré le 17 octobre 2012.

La dernière vérification a été effectuée le 28 mars 2018 par l'organisme AFNOR CERTIFICATION sous le numéro de dossier 30520.

Le rapport établi ne fait pas état de non-conformité notable.

#### **Article 1 : durée de validité de l'agrément**

L'agrément n° PR01 000 23 D autorisant la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage été délivré le 17 octobre 2012 pour une durée de six années.

Compte tenu du délai d'instruction d'une demande d'agrément VHU, l'inspection invite l'exploitant à déposer dès à présent sa demande de renouvellement d'agrément.

À cette occasion, l'exploitant fournira l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement.

### **III. Suites :**

#### **Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non-conformités à traiter par courrier
- ☒ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

#### **Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées qui conduisent l'inspection à proposer à monsieur le préfet de l'Ain une mise en demeure, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Il est proposé à monsieur le préfet de l'Ain de mettre en demeure l'exploitant :

#### **sous un délai d'un mois :**

- **constat n° 3 :** mettre en place les signalisations adaptées sur les récipients de matières dangereuses ;
- **constat n° 10 :** sous un délai d'un mois mettre en place les rétentions nécessaires au stockage des liquides inflammables ;

#### **sous un délai de trois mois :**

- **constat n° 1 :** établir le plan des zones à risques et mettre en place les signalisations adaptées ;
- **constat n° 4 :** justifier de la conformité et de l'entretien des installations électriques ;
- **constat n° 5 :** justifier de la disponibilité effective des débits d'eau ;



- **constat n° 6** : établir le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours et l'afficher visiblement à l'entrée du bâtiment ;
- **constat n° 12** : calculer le volume nécessaire au confinement des eaux d'incendie ;

sous un délai d'un an :

- **constat n° 11** : mettre en place le ou les dispositifs de rétention nécessaires à la rétention des eaux d'incendie.

Dans le cadre des non-conformités et des observations faisant l'objet d'un simple rappel de l'inspection, il est demandé à l'exploitant sous un délai de trois mois de :

- **constat n° 2** : établir un registre comprenant le plan des zones à risques et indiquant la quantité des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation ;
- **constat n° 7** : établir les consignes de sécurité et procédures d'urgence, et les afficher dans les lieux fréquentés par le personnel ;
- **constat n° 8** : indiquer au sein des consignes de sécurité prévues à l'article 22 l'interdiction d'intervenir sur les équipements pour des travaux de réparation ou d'aménagement ;
- **constat n° 9** : établir un registre de sécurité en tenant compte de l'ensemble des observations relevées lors de la visite.

Cette demande d'actions correctives a fait l'objet d'un courrier adressé à l'exploitant et dont une copie est jointe au présent rapport.

Bourg-en-Bresse, le 06/04/2018

Vérifié et approuvé  
Pour la directrice et par délégation,  
le chef de subdivision



Xavier BERTUIT

Bourg-en-Bresse, le 6 avril 2018

L'inspecteur de l'environnement



JM. TEPPE